

Brochure n° 3250

Convention collective nationale
IDCC : 1495. – **TRANSFORMATION DES PAPIERS-CARTONS
ET INDUSTRIES CONNEXES
(OEDTAM)**

AVENANT N° 32 DU 9 MAI 2012
MODIFIANT CERTAINS ARTICLES DE LA CONVENTION

NOR : ASET1251022M
IDCC : 1495

Entre :

L'UNIDIS,

D'une part, et

La FIBOPA CFE-CGC ;

La FFSCEGA CFTC ;

La CGT-FO papier-carton,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Le paragraphe *e* de l'article 32 (voir annexe I) des dispositions générales des conventions collectives OETAM de la production et de la transformation des papiers-cartons est supprimé.

La suppression du paragraphe *e* de l'article 32 entraîne une modification de cohérence de la numérotation des paragraphes suivants.

Article 2

L'article 43 « Formation professionnelle » (voir annexe II) des dispositions générales des conventions collectives OETAM de la production et de la transformation des papiers-cartons est supprimé.

Il est remplacé par un article 43 nouvellement intitulé « Maternité et paternité » et rédigé comme suit :

« Les salariées en congé de maternité indemnisé par la sécurité sociale ayant 1 an d'ancienneté dans l'entreprise à la date présumée de l'accouchement bénéficient d'un maintien intégral de rémunération, de telle sorte que l'ensemble prestations de la sécurité sociale, régime de prévoyance et/ou indemnité complémentaire de l'entreprise atteigne 100 % la rémunération nette qu'elles auraient normalement perçue si elles avaient continué à travailler.

Les salariés en congé de paternité indemnisé par la sécurité sociale ayant 1 an d'ancienneté dans l'entreprise à la date de naissance de l'enfant bénéficient d'un maintien de rémunération, de telle

sorte que l'ensemble des prestations de la sécurité sociale, régime de prévoyance et/ou indemnité complémentaire de l'entreprise atteigne au moins 100 % de la rémunération nette qu'ils auraient normalement perçue s'ils avaient continué à travailler, et ce pour la tranche de rémunération limitée à deux plafonds mensuels de la sécurité sociale. »

Article 3

La première phrase de l'article 34 des dispositions générales est complétée d'un sixième tiret ainsi rédigé :

« – conclusion d'un pacte civil de solidarité : 2 jours (droit limité à une fois par salarié) ».

Le premier tiret de la première phrase de l'article 34 des dispositions générales est précisé de la manière suivante :

« – mariage du salarié : 4 jours, ou 2 jours si le salarié a déjà bénéficié du congé pacte civil de solidarité visé au sixième tiret ».

Article 4

Les dispositions des présents avenants deviendront caduques au cas où la législation et/ou la réglementation modifieraient sensiblement les équilibres financiers ayant conduit à la signature du présent avenant.

Les présentes dispositions ne remettent pas en cause les avantages plus favorables existant dans les entreprises.

Il est entendu que les salariées bénéficiant effectivement des dispositions du paragraphe *e* de l'article 32 des dispositions générales des conventions collectives OETAM de la production et de la transformation continueront à bénéficier du nombre de jours de congés supplémentaires acquis à la date de signature des présents avenants. Cet avantage individuel prendra fin au moment où le ou les enfants ouvrant droits aux congés supplémentaires ne seront plus considérés à charge au sens de la législation sur les allocations familiales.

Les présents avenants feront l'objet des mesures de publicité prévues pour les conventions collectives elles-mêmes.

Fait à Paris, le 9 mai 2012.

(Suivent les signatures.)